



**HAL**  
open science

**Notes de lecture: GREMMOS (collectif), Le Monde ouvrier face à la Grande Guerre. Le bassin de Saint-Étienne de 1910 à 1925, Les Tournelles (Loire): Actes graphiques, 2018. ISBN 978 2 36863 0444**

John Barzman

► **To cite this version:**

John Barzman. Notes de lecture: GREMMOS (collectif), Le Monde ouvrier face à la Grande Guerre. Le bassin de Saint-Étienne de 1910 à 1925, Les Tournelles (Loire): Actes graphiques, 2018. ISBN 978 2 36863 0444. Le Mouvement social, 2020. hal-02531755

**HAL Id: hal-02531755**

**<https://hal.science/hal-02531755v1>**

Submitted on 3 Apr 2020

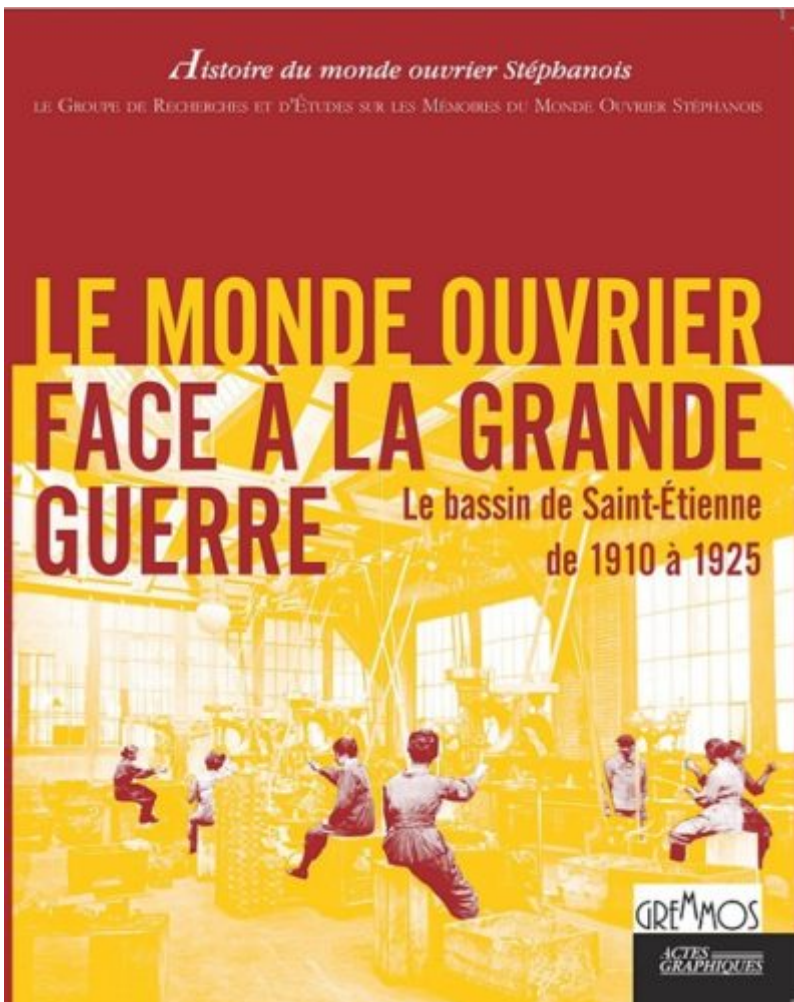
**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# GREMMOS (collectif), *Le monde ouvrier face à la Grande Guerre. Le bassin de Saint-Étienne de 1910 à 1925*

PAR NOTES DE LECTURE DE LA REVUE LE MOUVEMENT SOCIAL · 01/03/2020

**Saint-Barthélémy-Lestra, Actes graphiques, « Histoire du monde ouvrier stéphanois », 2018, 302 p.**



ISBN: 978-2-36883-046-8

*Ainsi pour que le front avance ou se maintienne,*

*On excite les feux partout – et c'est là-bas*

*Que s'embrasent Woolich, Poutilow et Skoda,*

*Et que s'éclaire, ici, Chamond et Saint-Étienne.*

*Émile Verhaeren, Les usines de guerre, 1916.*

L'ouvrage collectif est centré sur la poussée des mouvements sociaux dans la région stéphanoise durant les dernières années de la Grande Guerre et celles de l'immédiat après-guerre. Ces mobilisations ont donné à Saint-Étienne sa réputation de ville rouge. Les auteurs cherchent à resituer cette vague revendicative dans le contexte de

l'évolution longue des industries et produits fabriqués dans la région, des politiques patronales, de la composition du salariat, des conditions de vie, des formes revendicatives et des courants de pensée associés à ces transformations. Le livre renouvelle les recherches sur cette période de rupture en mobilisant l'historiographie existante et en insérant des outils de valorisation (iconographie, biographies, sources, bibliographies, tableaux). Il montre la vivacité des débats

soulevés par les premières études d'histoire sociale de la Grande Guerre dans les années 1970 et 1980, auxquelles plusieurs auteurs se réfèrent.

La plupart des chapitres et des notices « hors texte » sont consacrés au tissu industriel, patronal et urbain (Jean Lorcin, Michelle Zancarini-Fournel, Antoine Vernet, Luc Rojas, Georges Gay) et au mouvement ouvrier dans sa diversité (Jean-Paul Martin, Jean-Michel Steiner, Daniel Durand, Maurice Bedoin, Jean-Paul Bénétière, Henry Destour). Leur croisement est assez pertinent ; il éclaire l'histoire industrielle, l'histoire ouvrière, celle des employeurs, des travailleurs et des lieux de leurs revendications.

Les grandes industries de la région sont explorées dans le détail : la métallurgie, notamment la fabrication d'armes et la construction mécanique, les mines de charbon, le textile. Sont étudiées les tentatives d'adaptation aux évolutions de la technologie et du marché avant la guerre, l'expansion industrielle pour répondre aux besoins militaires de la France et les choix difficiles de la reconversion partielle de l'après-guerre. Plusieurs chapitres explorent les rumeurs sur « Saint-Étienne, ville des embusqués<sup>1</sup> ». À partir d'études sur le nombre de salariés stéphanois morts à la guerre<sup>2</sup> (autour de 6 161, p. 137), ils concluent que de nombreux ouvriers nés dans la région partent à l'armée, dont une faible proportion sont réaffectés aux usines locales. À leur place, les patrons ont recours à de nombreux ouvriers mobilisés dans le bassin stéphanois mais venus d'autres régions (requis), à des femmes, aux prisonniers et à la main-d'œuvre étrangère et coloniale. Dans ces conditions, comme dans plusieurs autres agglomérations industrielles, les logements et l'approvisionnement en vivres s'avèrent très insuffisants, tandis que l'inflation aggrave les difficultés, et que les profits records des sociétés industrielles soulèvent l'indignation<sup>3</sup>.

Plusieurs contributions insistent sur l'origine extérieure des meneurs syndicalistes, sur l'hostilité des paysans de la région aux « embusqués », sur l'existence dans la Loire d'un courant syndical chrétien du « juste milieu » et sur les marges de manœuvre dont disposaient encore le patronat et le gouvernement pour imposer leurs directives même aux moments les plus agités. Elles tendent à relativiser l'importance de la région comme capitale du pacifisme et du syndicalisme révolutionnaire en France, du moins au printemps 1918, après la révolution russe. Ainsi, dans la conclusion de sa synthèse introductive (p. 20), Jean Lorcin rappelle qu'à côté des contestataires et des violents, existait un courant favorable à la politique conciliatrice d'Albert Thomas. Daniel Durand évoque une possible « survalorisation historique des années 1970 » (p. 177)<sup>4</sup>. D'autres auteurs, comme Jean-Michel Steiner, Maurice Bedoin ou Henry Destour, mettent en relief les racines anciennes de la minorité combative au sein de la CGT, son expansion soudaine pendant la guerre et son renforcement par les déceptions de l'immédiat après-guerre.

On trouvera dans l'ouvrage une nouvelle évocation du grand débat qui mena à la formation de confédérations syndicales concurrentes après 1920 et 1921, correspondant aux ailes modérée et radicale du mouvement ouvrier français, et à la cristallisation organisationnelle de ce qui avait été avant-guerre des sensibilités révolutionnaire, socialiste ou libertaire aux contours flous. Le récit suit ce filon principalement au sein de la CGT, et, dans une moindre mesure, au sein des courants socialistes et anarchistes. Il est nourri et illustré par des exemples de luttes menées dans le bassin stéphanois. L'ampleur de la radicalisation qui s'y est produite est claire, mais elle n'a pas suffi à entraîner le reste du pays quand ses dirigeants ont cherché à transformer des

mouvements locaux en initiatives de grande envergure. Certains épisodes sont disséqués finement : ainsi, le décalage entre la fin de la grève des métallurgistes parisiens à la mi-mai 1918 et le début programmé de la grève générale autour et à partir de la région de Saint-Étienne le 18 mai. On aperçoit des indices d'une réflexion tactique de Charles Lallemand, préfet de la Loire en 1917, passé au cabinet de Clemenceau en 1918, qui pourrait étayer le soupçon de piège tendu aux radicaux au printemps 1918, argument qui fut utilisé par Alphonse Merrheim sur le moment et répété au congrès de Lyon de la CGT, en 1919, par Léon Jouhaux<sup>5</sup>.

L'ouvrage est donc, en partie, une pièce versée au dossier de la controverse toujours vivante sur les origines du Parti communiste français et de la scission syndicale. La thèse d'Annie Kriegel se focalisait sur trois années, où se succédèrent la victoire de la révolution russe, l'échec socialiste aux élections de 1919 et l'échec syndicaliste révolutionnaire dans la grève des cheminots de 1920<sup>6</sup>. Plus tard, la thèse de Jean-Louis Robert soulignait au contraire l'importance de l'agitation prégréviste (campagnes d'adhésions aux syndicats, réunions syndicales massives, élections de délégués ouvriers, discussion de revendication dans l'atelier, grèves du zèle ou des bras croisés) et de grèves locales conduites sans l'appui de directions de la CGT engagées dans l'Union sacrée pendant la guerre, mouvement social à l'origine du durcissement des courants minoritaires et majoritaires et de leur division<sup>7</sup>. En même temps, et par la suite, une série d'études centrées sur des secteurs d'activités industrielles, des villes ou des régions ont permis de détailler l'émergence de courants contestataires aux contours idéologiques mouvants, tant syndicaux que politiques. Ceux-ci donnaient la priorité à la mobilisation et aux luttes en même temps que face à eux se structurait un courant prêt à négocier et à s'intégrer davantage dans le dispositif mis en place par l'État et le patronat. Ce creusement du fossé entre modérés et radicaux s'étale sur une bonne douzaine d'années, entre 1910 et 1922.

*Le monde ouvrier face à la Grande Guerre* décrit une transformation en profondeur sur une quinzaine d'années, accélérée par la guerre, de l'agglomération stéphanoise et, au-delà, de la société française. Pour certains, il s'agit de la transformation de l'industrie. Pour d'autres, qui traitent plutôt de la transformation du mouvement ouvrier, le cadre temporel large permet la démonstration des racines profondes de la polarisation entre aile modérée et aile radicale. D'autant que le cadre géographique en question est un des hauts lieux, à la fois de l'agitation revendicative et pacifiste pendant la guerre, et du changement des rapports de force au sein du mouvement socialiste et syndical après la guerre.

**John Barzman**

- 
1. Notamment ceux de J.-M. Steiner, « Ouvriers, syndiqués et syndicats du bassin stéphanois à l'époque de la Grande Guerre (1911-1917) », et de D. Durand, « Grèves de mai 1918 dans la Loire : d'une histoire singulière aux questionnements généraux ». [↔]
  2. J.-M. Steiner se réfère aux échanges aboutissant à des approximations toujours plus précises entre Monique Luirard, Aurélie Brayet, Jean Merley, Gérard Rafaelli et Michelle Zancarini-Fournel. [↔]
  3. Ces études se situent dans le sillage de celles rassemblées par P. Fridenson, J.-J. Becker et S. Bernstein (dir.), *1914-1918 : l'autre front*, Paris, Éditions ouvrières, 1977. [↔]

4. Tendances qu'il retrouve notamment chez Gérard Rafaelli, Michelle Zancarini-Fournel, Daniel Colson, Kathryn E. Amdur et Mark Hudson. [↔]
5. Le plan de C. Lallemand semble avoir consisté à laisser l'avant-garde révolutionnaire stéphanoise libre de dépenser ses forces et son crédit dans une initiative décalée dans le temps et soigneusement isolée de ces relais dans d'autres régions de France, pour ensuite la réprimer plus facilement et priver le mouvement national de sa base originelle la plus forte. Voir la revue de Clovis Andrieu (p. 149), l'opinion d'A. Merrheim (p. 18, note 2) et le bilan de L. Jouhaux en 1919 : « Clemenceau a autorisé le Congrès de Saint-Étienne : c'était un piège pour attendre les minoritaires au détour du chemin » (p. 176, reprenant une citation d'Annie Kriegel). [↔]
6. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, Mouton, 1964. [↔]
7. J.-L. Robert, *La scission syndicale de 1921 : essai de reconnaissance des formes*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980 ; id., « Ouvriers et mouvement ouvrier parisien pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre. Histoire et anthropologie », thèse, Université Paris-1, 1989. [↔]